

Document

Armageddon économique: la réponse de Washington à l'échec de l'économie... Plus de guerre !

(<http://www.mondialisation.ca>)

01.08.11

par Paul Craig Roberts

Alors que la seconde décennie du XXI^{ème} siècle commençait, l'économie américaine n'a toujours pas récupéré de la grande récession amorcée en décembre 2007.

L'échec de la convalescence de l'économie eut lieu malgré le plus gros stimulus fiscal et monétaire de l'histoire du pays. Il y a eu un package de sauvetage de 700 milliards de dollars, un programme de stimulus de 700 milliards de dollars, quelques milliers de milliards de "facilitation quantitative", cela sous forme de monétarisation de la dette ou en imprimant de la monnaie pour financer les dépenses du gouvernement. De plus, les déficits de la réserve fédérale se sont accrus par milliers de milliards de dollars alors que la Fed achetait de l'emprunt et du dérivatif en difficulté dans son effort pour conserver le système financier solvable et fonctionnel. D'après l'audit de la réserve fédérale par le bureau des responsabilités du gouvernement rendu public par le sénateur Bernie Sanders, la réserve fédérale a accordé des prêts secrets à des banques étrangères et états-uniennes à concurrence de 16 100 milliards de dollars, une somme supérieure au PIB des Etats-Unis.

Malgré l'énorme stimulus fiscal et monétaire, l'économie est demeurée au point mort.

Pour 2011, le déficit du gouvernement fédéral pour ses dépenses annuelles était de 43% du budget. En d'autres termes, le gouvernement a dû emprunter, ou la Fed a dû monétiser 43% des dépenses de l'état pendant l'année fiscale 2011. Malgré ce stimulus fiscal et monétaire, l'économie n'a pas récupéré.

A la fin de la première décennie du XXI^{ème} siècle, le déclin de l'économie fut temporairement arrêté par des subsides fédéraux pour les achats de voitures et de maisons. Les subsides de 8 000 US\$ pour l'accession à la propriété des nouveaux mariés ont aidé grandement, car ils représentaient une grosse partie des arrhes à verser dans un marché de l'immobilier en dépression. Les subsides pour l'achat de véhicules ont transféré les demandes future dans le présent. Quand ces subsides ce sont taris, le système de support artificiel de vie de l'économie fut débranché.

Des problèmes avec la gestion statistique du chômage, de l'inflation, du PIB, masquèrent l'aggravation de l'économie. Les ajustements saisonniers utilisés pour arrondir les angles des données brutes au cours de l'année n'étaient pas faits pour cadrer avec une récession prolongée. Ni du reste le modèle "naissance-décès" utilisé par le bureau des statistiques du travail (BLS) pour estimer les emplois non reportés par les compagnies start-ups et les pertes des compagnies qui étaient déjà en faillite. Le modèle naissance-décès a été créé pour une économie en expansion et pendant les creux de vague, surestime le nombre d'emplois créés.

“L’effet de substitution” utilisé dans l’index de prix de consommation sous-estime l’inflation en assumant que les consommateurs substituent des denrées alimentaires meilleur marché pour celles dont le prix augmente. Par exemple, si le prix du steak augmente à New York, ceci n’apparaît pas dans l’index de prix de consommation à cause de la supposition que les gens vont acheter une viande moins chère.

Bidouillage de comptabilité

La mesure la plus largement utilisée pour évaluer “l’inflation de base” n’inclut pas l’alimentaire ou l’énergie. Cette mesure est importante pour ceux qui veulent procéder à une pirouette optimiste de la situation.

En sous-évaluant l’inflation, le gouvernement peut surestimer la croissance réelle du PIB, ainsi créant un effet optimiste. De manière similaire, en utilisant la mesure du taux d’emploi connue sous le non de U.3, le gouvernement peut sous-estimer le chômage.

Le taux de chômage officiel, celui qui fait les manchettes et sur lequel les médias et la presse financière se basent, était de 9,2% en Juin 2011. Mais ce taux n’inclut pas les chômeurs découragés. Ceux-ci sont des personnes qui ont cessé de rechercher un emploi, parce qu’il n’y en a pas. Un chômeur découragé ne figure nulle part, il ne figure pas dans la force de travail et ne figure pas dans les chômeurs répertoriés U.3

Le gouvernement fédéral sait parfaitement que tout ceci est une fraude et a une mesure U.6 du taux de chômage qui compte les découragés à court-terme. Cette mesure, qui n’est quasiment jamais rapporté dans les médias place le taux de chômage réel aux Etats-Unis à 16,2% en Juin 2011.

Le statisticien John Williams (de shadowstats.com) continue lui de compter les chômeurs découragés à long-terme, de la façon dont cela était fait dans les années 1980. En Juin 2011, la mesure totale du taux de chômage réel aux Etats-Unis était de 22,7%

En d’autres termes, en 2011, entre 1/5ème et le quart de la force de travail états-unienne était sans travail.

Au cours de l’année 2011, les Etats-Unis ont fait face à trois crises économiques simultanées. Une crise survint des pertes d’emplois américains, du PIB, des revenus des consommateurs et de la base fiscale causée par les corporations délocalisant leur production pour le marché américain. Au lieu de faire leurs produits sur le sol américain avec le labeur américain, donnant ainsi des emplois et aux Etats et localités des revenus fiscaux, les entreprises américaines donnèrent tout cela à des pays comme la Chine, l’Inde et l’Indonésie. Cette pratique eut pour résultat que le stimulus donné à l’économie fut incapable de la relancer et les Américains ne peuvent plus être rappelé au travail qui a été délocalisé.

Une autre crise fut celle résultant de la crise financière par la dérégulation, la fraude et la rapacité. Les emprunts perdirent leur sécurité; les créateurs de ces emprunts n’avaient plus l’avantage de la certitude de la valeur du crédit de l’emprunteur, parce que les créateurs d’emprunts les vendaient à des tierces parties qui combinaient ces emprunts avec d’autres et les vendaient à des investisseurs.

Comme les emprunts étaient donnés pour des commissions, plus il y avait d’emprunts, plus haut était le revenu des commissions. Afin de toucher ces commissions, certains créateurs d’emprunts

falsifièrent les rapports de crédit des emprunteurs. Avec l'immobilier florissant, beaucoup de gens prirent des emprunts afin de faire de l'argent à la revente des propriétés. Avec les prix de l'immobilier montant rapidement, le versement d'arrhes et les soucis de solvabilité du crédit devinrent des concepts du passé. La crise financière fut empirée par la capacité des banques d'investissement de pouvoir contourner les exigences du capital et ainsi, faire levier sur leur équité en s'endettant énormément. Quand toutes ces bulles explosèrent, le château de cartes s'effondra.

L'armageddon économique

La troisième crise fut celle des déficits budgétaires fédéraux de 1500 milliards de dollars, qui étaient par trop importants pour pouvoir être financés sans que la réserve fédérale n'achète la nouvelle dette de trésor. Connue sous le vocable de monétarisation de la dette, la réserve fédérale acheta des bons du trésor, des billets en créant un compte-chèque, duquel la trésorerie tirerait pour payer les dettes du gouvernement. L'hémorragie de dette du trésor inquiéta à propos de la valeur d'échange du dollar et de son rôle comme monnaie de réserve et ceci fit monter la peur de l'inflation. Les prix de l'or et l'argent montèrent alors que le dollar déclina dans les marchés des changes.

Chacune de ces crises était sérieuse. Combinées, elles impliquent un armageddon économique.

Il n'y avait pas de porte de sortie évidente, mais même s'il y en avait une, le gouvernement, lui, était préoccupé ailleurs: sur les guerres.

En plus des opérations militaires continues en Irak, Afghanistan, Pakistan, Yémen et Somalie, les Etats-Unis et l'OTAN commencèrent des opérations militaires contre la Libye le 19 Mars 2011. Tout comme les autres guerres, le véritable but de cette agression contre la Libye ne fut pas reconnue et explicitement dite, mais il devint très vite clair que le but de cette guerre était d'évincer la Chine de ses investissements pétroliers en Libye orientale. A l'encontre des protestations arabes antérieures, la rébellion libyenne était une insurrection armée dans laquelle certains virent la main de la CIA.

La guerre de Libye remonta le risque d'un cran, car bien que se cachant derrière le voile des protestations du monde arabe, les Etats-Unis étaient en fait en train de confronter la Chine en Libye. Similairement, avec la rébellion armée en Syrie supportée par les Etats-Unis, la cible de Washington était en fait la base navale russe de Tartus. Renverser le gouvernement Al-Assad en Syrie et installer un régime ami mettrait un prix exorbitant sur la présence navale russe en Méditerranée.

En masquant ses buts derrière les protestations du monde arabe en Libye et en Syrie, qu'ils pourraient avoir déclenché, Washington évita un conflit frontal avec la Chine et la Russie, mais néanmoins ces deux super-puissances comprirent que Washington attaquait leurs intérêts. Ceci monta d'un sérieux cran la folie des politiques agressives de Washington en initiant une confrontation avec deux puissances nucléaires, dont l'une d'entre elles possède un certain pouvoir financier sur l'Amérique car étant son plus grand créancier étranger.

Les investissements pétroliers de la Chine en Angola et au Nigeria étaient une autre cible. Pour contrer la pénétration économique de la Chine en Afrique, les Etats-Unis ont créé l'American African Command dans les dernières années de la première décennie du XXIème siècle. Dérangés par la montée en puissance de la Chine, les Etats-Unis ont entrepris d'empêcher la Chine d'obtenir

des sources d'énergie indépendantes. Le grand jeu qui dans la passé a toujours mené à la guerre est encore en train d'être joué.

Le 11 Septembre 2001 a donné aux Etats-Unis une “nouvelle menace” pour remplacer la menace défunte en 1991 de l'URSS. Malgré l'absence du grand ennemi soviétique, le budget militaire et de la sécurité a été gardé intact pendant une décennie. Le 11 septembre injecta une croissance rapide dans le budget militaro-sécuritaire. Dix ans plus tard, ce budget culmine à environ 1100 milliards de dollars par an, ou approximativement 70% du déficit du budget fédéral, qui handicape le dollar et menace la note du crédit de la trésorerie américaine.

Focalisé sur les guerres du Moyen-Orient, Washington perdait la guerre pour l'économie américaine.

Alors que l'espoir d'une reprise de l'économie pour 2011 s'évaporait au cours de l'année, le besoin d'une guerre devint de plus en plus impératif. (voir Antiwar.com, “Sen. Graham ‘Very Close to War’”.

Article original en anglais :

<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=25813>

Traduction : Résistance 71.

Paul Craig Roberts : Ancien éditeur associé du Wall Street Journal et chroniqueur pour BusinessWeek, le Dr. Paul Craig Roberts a servi comme membre de comité au parlement et au sénat américain; il fut secrétaire d'état aux finances durant l'administration Reagan. Il fut un académique dans six universités. Récipiendaire de la médaille d'argent du trésor américain et officier de la légion d'honneur.